

Danger : la Commission européenne veut obtenir des pouvoirs extraordinaires

écrit par Jules Ferry | 12 septembre 2022



La Commission européenne, élue par personne, veut désormais

obtenir des pouvoirs totalement extraordinaires.

Les lois d'urgence, voulues par les totalitaires de la Commission européenne se réfèrent à la soi-disant "pandémie" et au conflit en Ukraine et sont une preuve supplémentaire que l'UE n'est qu'une transition vers un système totalitaire.

En cas de crise, la Commission européenne prévoit d'introduire des pouvoirs d'urgence, à savoir des droits de gestion militaire effectifs – comme l'a appris [Reuters](#) en citant des documents consultés. Elle veut également des pouvoirs exceptionnels pour elle-même.

Ces droits de gestion militaires ressemblent à ceci : La Commission européenne pourrait obliger certaines entreprises à fabriquer des produits vitaux ou pourrait accumuler certaines marchandises en cas de crise. Les contrevenants se verraient alors infliger des amendes.

Le plan, le "Common Market Emergency Instrument" ("l'instrument d'urgence du marché commun") **devrait être dévoilé le 13 septembre**, selon [Reuters](#). Il doit permettre de réagir aux crises d'approvisionnement dues à la "pandémie Covid" et à la guerre en Ukraine.

Interventions massives dans l'économie

La Commission pourrait demander aux États membres de l'UE de restructurer leurs chaînes d'approvisionnement et d'augmenter l'achat ou la production de produits nécessaires en cas de crise le plus rapidement possible. Pour ce faire, elle pourrait également imposer la restructuration ou l'extension des capacités de production existantes ou donner la priorité à certains produits.

Des amendes élevées en cas de non-respect des instructions

Les entreprises qui donneraient des informations fausses ou trompeuses pourraient se voir infliger une amende allant jusqu'à 300.000 euros. Celles qui ne respecteraient pas les instructions se verraient infliger une amende quotidienne équivalente à 1,5 % du chiffre d'affaires journalier.

Les pays de l'UE inquiets parlent de "prise de pouvoir"

Selon Reuters, plusieurs pays de l'UE s'inquiètent de ces projets qu'ils décrivent comme une prise de pouvoir, en référence au régime nazi en Allemagne. D'autres écrivent à propos de l'introduction d'un capitalisme d'Etat similaire à celui de la Chine. **Mais en réalité, ce serait un pas de plus vers l'abolition de la souveraineté des États-nations.**

Reuters suppose que la Commission discuterait des détails avec les Etats membres de l'UE et les législateurs européens avant de prendre une décision sur la proposition.

La Commission européenne a fait savoir à Reuters qu'elle ne commenterait pas les documents qui ont fuité.

<https://necenzurovanapravda.cz/2022/09/evropska-komise-pripravuje-nouzove-zakony-vcetne-prava-vojenskeho-rizeni/>